

CONSIDÉRANT

que le S.I.E.O.M. est autorisé par arrêté préfectoral du 26 février 2009 à exploiter un quai de transfert sous le régime de l'autorisation et une déchetterie sous le régime de la déclaration avec contrôle ;

que lors de sa visite du 2 juin 2023 sur le site exploité par le S.I.E.O.M. sis route des Andelys Parc d'activités économique de la Garenne - GOURNAY-EN-BRAY (76 220), l'inspectrice de l'environnement a constaté que les activités de collecte de déchets dangereux et de déchets non dangereux sont exploitées au-delà des seuils du régime de la déclaration avec contrôle (respectivement de 7 t et de 300 m³) ;

que l'activité de collecte de déchets dangereux (présence d'environ 13 t) relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2710-1 « *Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes* » et est exploitée sans avoir fait l'objet d'un porter à connaissance conformément à l'article 1.6.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;

que l'activité de collecte de déchets non dangereux (présence d'environ 1 100 m³) relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 « *Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 m³* » et est exploitée sans avoir fait l'objet d'un porter-à-connaissance conformément à l'article 1.6.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;

que des modifications ont été apportées aux installations sans en faire part au préfet ce qui est non conforme à l'article 1.6.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;

que, par ailleurs, lors de sa visite du 2 juin 2023 sur le site susvisé exploité par le S.I.E.O.M., l'inspectrice de l'environnement a constaté des non-conformités au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 susvisé et notamment :

- le changement d'exploitant n'a pas été réalisé ce qui est non-conforme à l'article 1.6.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;
- le site n'est pas clôturé sur l'ensemble de son périmètre, n'empêchant pas l'accès du site par des personnes étrangères à l'établissement, ce qui est non conforme aux articles 7.3.1.1, 8.2.2, 8.2.3 et 8.2.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;
- le site ne dispose pas de moyens de protection suffisants en cas de pollution accidentelle conformément à l'article 7.6.7 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;
- l'exploitant n'a jamais effectué de contrôle des rejets d'eau (par un laboratoire agréé) en sortie du dispositif de traitement des eaux du site depuis la mise en service de ses activités conformément aux articles 4.3.6.2 et 9.2.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;
- l'exploitant ne tient pas correctement à jour le registre de déchets sortants conformément à l'article 8.2.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 mais également à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;
- aucune mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'a été effectuée (par une personne ou un organisme qualifié) dans le délai imparti de 3 ans depuis la mise en service des installations conformément aux articles 6.2 et 9.2.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 ;

qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure le S.I.E.O.M. de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009, mais également aux arrêtés ministériels du 31 mai 2021 et du 27 mars 2012 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} -

Le S.I.E.O.M., dont le siège social est situé au n° 33, Avenue de la Garenne à GOURNAY-EN-BRAY (76220), et exploitant un quai de transfert et une déchetterie sur le site sis Route des Andelys Parc d'activités économique de la Garenne à GOURNAY-EN-BRAY (76220), est mis en demeure de :

- 1 – transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance en indiquant toutes les modifications apportées aux installations y compris celles relatives au changement d'exploitant.

Si l'exploitant confirme vouloir exploiter l'activité afférente au transit de déchets dangereux au-delà de la quantité de 7 tonnes, alors l'activité est classable sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 et la régularisation doit passer nécessairement par un porter-à-connaissance accompagné d'un examen au cas par cas et selon les conclusions de cet examen, l'exploitant doit soit présenter une demande d'autorisation environnementale, soit passer par l'instruction dudit porter-à-connaissance présentant l'ensemble des éléments permettant l'instruction de cette demande.

Dans ce cadre, l'exploitant informe le préfet sous un délai de 15 jours de la manière dont il entend régulariser cette activité, soit en s'engageant à abaisser le niveau de cette activité en deçà de 7 tonnes, soit en s'engageant à soumettre au préfet une demande de modification de son autorisation environnementale).

Dans ce cas, il régularise sa situation administrative en déposant le dossier de porter-à-connaissance relatif à la modification, complété par sa demande d'examen au cas par cas, sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Dans le cas où l'examen au cas par cas conclut sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, l'exploitant dispose alors d'un délai de 12 mois à compter de la date de la notification de la décision de soumission à évaluation environnementale (délai nécessaire à la constitution du dossier de demande d'autorisation environnementale, en incluant une phase d'examen faune flore sur les quatre saisons) :

- 2 – respecter les articles 4.3.6.2, 6.2, 7.3.1.1, 7.6.7, 8.2.2, 8.2.3, 8.2.4, 8.2.5, 9.2.2 et 9.2.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 février 2009 susvisé au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites :
 - en effectuant la déclaration de changement d'exploitant ;
 - en clôturant la totalité de sa périphérie avec une clôture adaptée pour prévenir les intrusions ;
 - en renforçant la fermeture du local à déchets dangereux ;
 - en identifiant les dangers inhérents aux différents produits stockés ;
 - en mettant en œuvre la bonne gestion des effluents en cas de déversement accidentel ;
 - en effectuant un contrôle des rejets d'eau, puis périodiquement 1 fois par an ;
 - en indiquant et en installant un système en amont du point de rejet des eaux du site afin de confiner sur le site les eaux d'extinction ou autre liquide polluant, ce système

pouvant provisoirement être mobile (par exemple une baudruche gonflable obturant le réseau) ;

- en mettant en œuvre les consignes en cas de pollution accidentelle ;
- en mettant en place le registre de déchets sortants tel que prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 ;
- en faisant réaliser une mesure de bruit, puis périodiquement tous les 3 ans.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 -

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GOURNAY-EN-BRAY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de DIEPPE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de GOURNAY-EN-BRAY, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté est notifié au S.I.E.O.M.

Fait à ROUEN, le

23 AOUT 2023

Pour le préfet, par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN